



**La Confédération Générale du Travail**

*« Pour un service public de l'Équipement et de  
l'Environnement au service du public »*

# Le Courrier

## du Militant de l'Équipement et de l'Environnement

Site fédéral : [www.equipement.cgt.fr](http://www.equipement.cgt.fr)

**N° 1333 du 25 Août 2009**

### Sommaire

|  | <u>PAGES</u> |
|--|--------------|
| 1. Agenda  | 2            |
| 2. Infos brèves  | 2            |
| 3. Demande d'audience à la nouvelle D.R.H. du Ministère                                      | 3            |
| 4. Point d'information et suite à donner concernant le secteur mer et littoral,              | 4            |
| - Lettre ouverte au Ministre Borloo du 4 août 2009,  | 5-7          |
| - Principaux enseignements des engagements du Grenelle de la mer,                            | 8-10         |
| - Demande CGT de participation à l'audit sur les capitaineries.                              | 11-12        |
| 5. Lettre de la Fédération au Premier Ministre sur la « Pénibilité »                         | 13-14        |
| 6. Réponse du Cabinet du Premier Ministre suite au courrier « Pénibilité »                   | 15           |
| 7. Courrier du ministère concernant le projet de loi « Parc »                                | 16           |
| 8. Note du S.N.O.P.A. sur le projet de loi « Parc »  | 17-18        |
| 9. Courrier du Ministère concernant l'organisation départementale de l'Etat en Ile-de-France | 19-20        |
| 10. Note UGFF sur la réforme de la catégorie B   | 21-27        |
| 11. <b>14<sup>ème</sup> Congrès Fédéral</b> :  |              |
| - Informations pratiques,  | 28           |
| - Questionnaire d'hébergement,   | 29           |
| - Fiche de candidature,  | 30           |
| - Fiche amendement,  | 31           |
| - Note de la D.R.H. aux services.  | 32           |
| 12. Affiche pour les élections D.R.E.A.L. du 29 septembre 2009                               | 33           |



# AGENDA

**25 et 26 août 2009 :**

**C.C.N.**

**27 août 2009 :**

**Secrétariat Fédéral**

**1<sup>er</sup> septembre 2009 :**

**Réunion des Secrétaires Généraux  
des fédérations de l'U.I.T.**

**2 septembre 2009 :**

**Secrétariat Fédéral**

**2 septembre 2009 :**

**Réunion fédérale sur le temps de travail**

**4 septembre 2009 :**

**CGT/Direction de la recherche du MEEDDM**

**8 septembre 2009 :**

**Bureau de l'U.G.F.F.**

**8 septembre 2009 :**

**Collectif fédéral Mer**

**8 et 9 septembre 2009 :**

**Commission Exécutive Fédérale**

**10 septembre 2009 :**

**Groupe d'échanges M.E.E.D.D.M.**

**15 septembre 2009 :**

**Conseil des services scientifiques et techniques  
du M.E.E.D.D.M.**

**15 et 16 septembre 2009 :**

**Commission Exécutive de l'U.G.F.F.**

**17 septembre 2009 :**

**O.S./MEEDDM sur « maisons éclusières »**

**22 septembre 2009 :**

**Réunion fédérale sur la fusion catégorie B**

**22 septembre 2009 :**

**C.C.A.S.**

**24 septembre 2009 :**

**Groupe d'échanges MEEDDM**

**29 septembre 2009 :**

**Elections CTP DREAL**

**29 septembre 2009 :**

**Bureau de l'U.I.T.**

**1<sup>er</sup> octobre 2009 :**

**Comité de concertation sur l'I.P. au MEEDDM**

**5 AU 9 octobre 2009 :**

**14<sup>ème</sup> congrès fédéral**



# INFOS BREVES

**Ministère de l'Écologie, de l'Énergie,  
du Développement Durable et de la Mer**

**Arrêté du 20 juillet 2009** autorisant au titre de l'année 2009 l'ouverture et fixant la date des épreuves écrites des concours pour le recrutement de contrôleurs des affaires maritimes spécialité « droit social et administration générale des affaires maritimes ».

**Arrêté du 20 juillet 2009** autorisant au titre de l'année 2009 l'ouverture et fixant la date des épreuves écrites des concours pour le recrutement de contrôleurs des affaires maritimes spécialité « pêches, cultures marines et environnement ».

**Arrêté du 8 juillet 2009** modifiant l'arrêté du 12 mai 2009 autorisant au titre de l'année 2009 l'ouverture et fixant la date des épreuves orales de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'inspecteur principal des affaires maritimes.

**Arrêté du 8 juillet 2009** autorisant au titre de l'année 2009 l'ouverture du concours sur épreuves pour le recrutement dans le corps des administrateurs des affaires maritimes au grade d'administrateur principal.

**Arrêté du 15 juillet 2009** fixant la date limite de dépôt des curriculum vitae en vue de l'épreuve d'admission de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'attaché principal d'administration du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat (session 2010).

**Arrêté du 15 juillet 2009** autorisant au titre de l'année 2010 l'ouverture de l'examen professionnel d'accès au grade de chargé d'études documentaires principal de 2<sup>ème</sup> classe du corps interministériel des chargés d'études documentaires.

**Arrêté du 20 juillet 2009** fixant au titre de l'année 2009 la liste d'admission des administrateurs des affaires maritimes au grade d'administrateur principal à l'issue du concours sur titres.

**Arrêté du 20 juillet 2009** fixant au titre de l'année 2009 la liste d'admission des élèves administrateurs des affaires maritimes à l'École d'administration des affaires maritimes.



**CROISSANCE**  
**La vraie reprise arrivera quand ça ira mieux  
pour l'emploi et les salaires**

**Une hirondelle ne fait pas le printemps**

L'Insee vient d'annoncer les résultats provisoires de l'activité économique au deuxième trimestre. La croissance, autrement dit la hausse du produit intérieur brut, serait de 0,3 %, après quatre trimestres de baisse.

Faisant référence à ce chiffre, la ministre de l'Économie, Mme Lagarde annonce que « la France sort enfin du rouge ». Son intention est de justifier la politique du gouvernement qui aurait enfin porté ses fruits !

Pour les salariés, cela aurait été certainement une bonne nouvelle si la situation s'était améliorée sur le front de l'emploi et des salaires. La multiplication des restructurations et la montée des inquiétudes à l'approche de la rentrée confirment le contraire.



**TRAVAIL DU DIMANCHE**  
**La loi validée, la bataille continue**

Le 29 juillet, la Cgt avait demandé une audition au Conseil Constitutionnel afin de faire entendre le point de vue des salariés. Nous regrettons qu'il n'ait pas répondu à notre demande.

En effet, si la Cgt se réjouissait du recours déposé par les parlementaires d'opposition elle entendait néanmoins, en sus d'une argumentation juridique, attirer l'attention du Conseil Constitutionnel sur plusieurs conséquences néfastes significatives pour les salariés.



**CAC 40**  
**Grâce à la générosité de l'Etat,  
ça va bien pour les actionnaires**

En pleine crise économique et sociale, alors que chaque jour des milliers de salariés perdent leur emploi et des millions de salariés, de privés d'emploi et de retraités souffrent de l'insuffisance de leur pouvoir d'achat, la plupart des grandes sociétés françaises annoncent des résultats semestriels inattendus.

Total annonce un résultat net de 4,5 milliards d'euros, BNP-Paribas 3,2 milliards, EDF 2,9 milliards, France télécom 2,6 milliards, Danone 932 millions, LVMH 687 millions, Lafarge 370 millions... Même une entreprise comme Renault qui affiche une perte de 2,7 milliards dispose d'une trésorerie de 848 millions d'euros.



**LA POSTE, RIEN N'EST JOUÉ**  
**Donnons de l'avenir au service public et aux postiers**

Le gouvernement vient d'adopter le projet de loi sur le changement de statut de la Poste en société anonyme et l'ouverture de son capital. Il doit être examiné à la rentrée parlementaire cet automne. Rien n'est joué quant à son issue.



**POLE EMPLOI**  
**Recours aux opérateurs privés :**  
**La crise fait des heureux !**

La réforme du service public de l'emploi imposée par le gouvernement contre l'avis des personnels et de la Cgt démontre son incapacité à répondre aux besoins d'accompagnement et de placement des demandeurs d'emploi.

La décision de recourir aux cabinets privés pour pallier les difficultés et les manques de Pôle Emploi confirme la nocivité et l'inefficacité de la réforme.

300 000 demandeurs d'emplois vont être suivis par des cabinets privés. Pourtant, cette solution onéreuse, 466 millions d'euros pour deux ans, a déjà montré ses limites en France et en Europe.

La Cgt estime qu'il aurait été plus pertinent d'embaucher des personnels qualifiés dans le service public de l'emploi plutôt que de sous-traiter.

**Suite sur : [www.cgt.fr](http://www.cgt.fr)**



**FEDERATION NATIONALE DE L'EQUIPEMENT  
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

---

263 rue de Paris – case 543 – 93515 Montreuil Cedex  
tél. : 01 48 18 82 81 – Fax : 01 48 51 62 50 –  
E mail : [fd.equipement@cgt.fr](mailto:fd.equipement@cgt.fr) - Site : [www.equipement.cgt.fr](http://www.equipement.cgt.fr)

Montreuil, le 18 août 2009

M.E.E.D.D.M.  
Secrétariat général  
**Direction des ressources humaines**  
**Mme Eyssartier – Directrice**  
Tour Pascal B  
92055 La défense cedex

Madame la Directrice,

Vous avez été nommée récemment Directrice des ressources humaines du MEEDDM. A ce titre, notre Fédération souhaiterait pouvoir obtenir une audience avec vous afin d'échanger sur plusieurs points.

Par ailleurs, nous soulignons le caractère urgent d'une audience avec le SNOA-CGT en raison du projet de loi relatif au transfert des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers qui sont à l'ordre du jour de la session extraordinaire du Parlement convoquée à partir du 14 septembre prochain.

Dans l'attente, je vous prie d'agréer, madame la Directrice, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la FNEE-CGT,  
Le Secrétaire général adjoint,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Nicolas Baille', written over a light blue circular stamp.

Nicolas BAILLE



## FEDERATION NATIONALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT

---

263 rue de Paris – case 543 – 93515 Montreuil Cedex  
tél. : 01 48 18 82 81 – Fax : 01 48 51 62 50 –  
E mail : [fd.equipement@cgt.fr](mailto:fd.equipement@cgt.fr) - Site : [www.equipement.cgt.fr](http://www.equipement.cgt.fr)

### Point d'information et suite à donner concernant le secteur mer et littoral

► Vous avez ci-après, les trois dernières expressions de la CGT sur les questions relevant de la réforme de l'administration territoriale de la mer et du littoral.

- La lettre-ouverte au ministre Borloo en date du 4 août 2009
- Principaux enseignements des engagements du Grenelle de la mer « Livre bleu »
- Demande CGT de participation à l'audit sur les Capitaineries.

► Par ailleurs, la Fédération a adressé le 4 août dernier le message suivant aux Secrétaires généraux des syndicats FO, CFDT, UNSA du MEEDDM :

« Chers camarades,

*Vous avez ci-joint, la lettre-ouverte adressée à Borloo suite à la réunion d'échange du 30 juillet sur la réforme de l'administration territoriale de la mer et du littoral.*

*Chacun a pu apprécier l'unanimité syndicale lors de cette réunion ; se trouve donc posé la question de son prolongement dans le cadre d'action de mobilisation unitaire dès la rentrée. Aussi, je vous propose d'échanger début septembre sur les possibilités de construire ensemble une réaction des personnels de façon unitaire.*

*Salutations.*

*Nicolas BAILLE*

*Secrétaire général adjoint FNEE-CGT »*

► Concernant la Lettre-ouverte du 4 août, la Fédération a sollicité à nouveau le Cabinet du ministre afin d'obtenir une réponse, en particulier sur **l'urgence de réaliser l'expertise de l'organisation des services maritimes de l'Etat** : leur capacité en effectif et moyens pour garantir la mise en œuvre des engagements et missions relevant du Grenelle de la mer. La CGT exige une totale transparence de cette expertise avec soumission des conclusions et propositions aux organisations syndicales conformément à l'engagement n° 88 du Livre bleu.

► Enfin, la Fédération a décidé de réunir son **Collectif Mer le mardi 8 septembre** à partir de 9h30 pour mettre en place un plan d'action pour engager les mobilisations nécessaires de l'ensemble des personnels à mettre en œuvre rapidement (carte-pétition nationale,...).



## FEDERATION NATIONALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT

---

263 rue de Paris – case 543 – 93515 Montreuil Cedex  
Tél : 01 48 18 82 81 – Fax : 01 48 51 62 50 –  
E mail : [fd.equipement@cgt.fr](mailto:fd.equipement@cgt.fr) - Site web: [www.equipement.cgt.fr](http://www.equipement.cgt.fr)

Montreuil, le 31 juillet 2009

### Réforme de l'administration territoriale de la mer et du littoral

#### **Lettre ouverte à Monsieur Borloo**

*Ministre d'Etat, ministre du MEEDDM*

Monsieur le ministre d'Etat,

Vous avez convié les organisations syndicales à un groupe d'échanges le 30 juillet 2009, qui s'est tenu sous l'autorité de Madame Eyssartier, Directrice des ressources humaines, sur les projets de réorganisation des services de l'administration territoriale de la mer suite à la circulaire du Premier ministre en date du 15 juin, de cadrage de l'organisation des nouveaux services : les 4 directions interrégionales de la mer (DIRM) et les délégations à la mer et du littoral (DML) au sein des 21 directions départementales des territoires et de la mer (DDTM).

L'Etat réforme, réorganise, délocalise, impose sans réaliser d'études d'impact pour mesurer les conséquences liées à ces décisions politiques qui, loin de donner de la lisibilité à l'action de l'Etat, complexifient les structures et les organisations de travail. **La CGT ne partage pas ces évolutions.** Les restructurations, les mutualisations et fusions de services à marche forcée et sans consultation des personnels s'inscrivent dans la logique de réduction des effectifs (moins 190 ETP prévu sur les secteurs concernés en 2009 !) ne connaissent pas de trêve estivale !

Affaiblir le secteur public maritime serait un contre sens en regard des engagements du Livre bleu du Grenelle de la mer ; autant les conclusions du Grenelle constituent des dispositions intéressantes, auxquelles la CGT avec d'autres s'est employée depuis le début du processus à faire valoir les besoins sociaux et les impératifs écologiques qui ne sauraient être opposés dans une approche de développement durable, celles-ci demeurent suspendues aux outils publics et à la volonté et moyens de leur mise en œuvre ainsi qu'au moyens financiers.

**La CGT exige l'abandon des réductions d'emplois, le renforcement des missions et des effectifs sur la base d'une expertise sur l'organisation de l'Etat inversant l'approche d'une RGPP qui fait fi des besoins à prendre en compte notamment ceux liés aux besoins de coopérations avec les collectivités territoriales bien souvent en première ligne pour les investissements en faveur du développement durable notamment l'aménagement du littoral ; Sans oublier la réponse aux besoins sociaux tels que les logements sociaux, les équipements de services publics pour vivre et travailler sur le littoral.**

**Comme vous le savez, la CGT a porté à votre connaissance les besoins de recrutements immédiats : 30 inspecteurs de la sécurité des navires, 40 contrôleurs des pêches, 12 techniciens des cultures marines, 30 enseignants spécialisés et agrégés et le remplacement des départs aux Phares et Balises, ...**

Apprendre par le biais des deux projets de circulaires portant sur l'organisation administrative de l'Etat, qu'aucune des instances de dialogue existantes au ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer (MEEDDM) n'a été consultée à ce stade alors même que les organisations de travail et les agents vont être lourdement impactés par des suppressions de postes qui se rajoutent aux départs jamais remplacés, des mutations géographiques et que les projets de réorganisation des DIRM et DML mettent en œuvre un pré positionnement des personnels sur des affectations de postes à définir pour le 30 octobre 2009, c'est édifiant du mépris affiché et de l'irresponsabilité de l'administration quant à la méthode employée au motif que les impératifs de calendrier des réformes s'imposent à tous !

**La CGT a dénoncé une nouvelle fois cette pratique du fait accompli et ces réunions d'échanges comme celle du 30 juillet 2009 qualifiée par les syndicats d' « écran de fumée » pour donner l'illusion de la concertation et finalement imposer ses choix sans prendre en compte aucune des demandes des personnels . Ce déficit flagrant de concertation ne peut en aucun cas être accepté et la CGT vous demande très solennellement d'apporter des garanties pour créer les conditions d'une restauration du dialogue social.**

Côté syndicats, on s'est efforcé au cours de cette réunion, de mettre en avant d'autres pistes de réflexion et des propositions pour de donner de la lisibilité aux personnels (délais intenable , aucun état des lieux n'existe, aucune orientation stratégique n'est élaborée au niveau du ministère pour l'élaboration des projets de services par les préfigurateurs non encore désignés ce qui contrevient pour le coup aux préconisations de la méthodologie prévue des circulaires de préfiguration des DDTM et des DREAL, les organigrammes ne peuvent être concertés avant la définition des postes mis en bourse d'emplois). **Et malgré l'unanimité des organisations syndicales aucune ligne n'a bougé c'est intolérable !**

Derrière ce manque de lisibilité pour les personnels il y a un problème de fond.

C'est toute une politique d'affaiblissement du secteur public maritime qui s'opèrerait avec un gâchis affligeant des potentiels techniques et de compétences hautement qualifiés de contrôle et d'ingénierie, pleinement reconnues dans les organisations de travail, si vous n'apportez pas une réponse à nos demandes.

Vous le savez, de notre point de vue, le renforcement du rôle de l'Etat en mer passe par la reconquête du service public, des métiers maritimes, portuaires et du littoral.

Il faut mettre les organisations de travail et les conditions sociales des personnels au cœur des réorganisations.

**La CGT a demandé à Madame la Directrice des ressources humaines l'engagement de l'administration pour l'élaboration du cadrage national des garanties statutaires (respect des identités et parcours professionnels, des qualifications, rémunération et régime indemnitaire ainsi que des obligations statutaires CAP...), des conditions de travail (maintien des implantations et restauration du fonctionnement des organisation de travail et prise en compte des droits syndicaux d'information et de déplacement...), des conditions sociales (aucune mobilité ne doit être imposée, prise en compte des allocations de prime de restructuration en conformité avec les dispositions du décret du 17 avril 2008 et de l'arrêté de 4 novembre 2008 sur les opérations de restructurations ainsi que les compléments indemnitaires) et valorisation des parcours professionnels et plan de formation et de requalification des métiers...) afin que les préfigurateurs aient un socle commun de garanties à respecter sinon le risque d'incohérence serait patent et pourrait générer de graves conséquences directes pour des centaines de familles.**

Quel sera le visage de l'organisation territoriale de l'Etat sans qu'une réflexion de fond ne soit engagée par l'administration sur les engagements du Grenelle qui ont des conséquences en terme de missions, d'activités ou de moyens des services de l'Etat ? Le Gouvernement ne peut s'exonérer des engagements qui ont été négociés et il ne peut pas continuer à ignorer les difficultés actuelles des services d'exercer leurs missions comme les besoins et défis que les collectivités prétendent vouloir relever.

Il faut une politique publique, forte et cohérente, dotée de moyens pour faire face aux missions de contrôle de sécurité des navires, des activités de pêche et aquaculture ainsi que de la navigation. Les missions d'ingénierie et d'appui technique des services de l'Etat aux collectivités, institutions de recherche et agences opérationnelles sont à renforcer pour évaluer les impacts des activités et suivre les programmes d'actions nécessaires pour prévenir et diminuer les pollutions de la mer accidentelles et issues à 80% de la terre. C'est bien dans la concertation que doivent être définis les outils publics dont l'Etat doit se doter pour garantir la mise en œuvre de son action.

C'est l'engagement fort du livre bleu N° 88 qui dispose qu'il faut « *engager une expertise sans préalable, impliquant les salariés des services maritimes, afin d'évaluer l'organisation des services maritimes et leur capacité en effectifs et moyens matériels pour garantir la mise en œuvre des prérogatives, orientations et missions découlant du Grenelle de la mer* ».

**La CGT exige que cette réforme soit revue en conséquence des engagements du Grenelle de la mer** qui poussent à développer l'encadrement administratif et réglementaire des activités et à renforcer les organisations de travail opérationnelles adossées à des moyens budgétaires nécessaires au sein des programmes budgétaires « sécurité des affaires maritimes » et spécifiques touchant à l'action des « agences de l'eau » en relation avec les Directions Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), à la surveillance des sites industriels et à la planification spatiale et économique des territoires dans le cadre de la stratégie nationale de la mer et du littoral.

**Nous sommes fondés à vous demander de nous faire connaître les éléments de synthèse, de votre part, portant sur cet engagement, en vue de la préparation du prochain CTPM consacré à cette réforme, accompagnés des résultats de l'enquête lancée auprès des services dans le cadre du dialogue de gestion 2010 pour faire une photographie de la répartition des effectifs autorisés actuels par activités, par macro grade et par programme et fixant la répartition des plafonds en emplois. Sans cette évaluation qui doit être portée à notre connaissance dans les meilleurs délais il ne peut y avoir de décision émanant des préfigurateurs en cours de nomination sur les organigrammes et les préfigurations et à fortiori sur les positionnements des personnels avant la validation par le CTPM.**

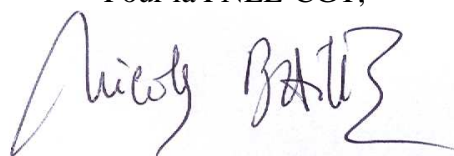
Cela confirme l'engagement du Secrétaire général du ministère lors du CTPM du 15 juillet de mettre à l'ordre du jour du prochain CTPM, l'examen des conséquences en terme d'organisation, de moyens et d'effectifs liés aux « Grenelle » de la Mer et l'Environnement.

Nous sommes convaincus que sans un grand secteur public maritime et des services de l'Etat dotés de moyens matériels et d'effectifs qualifiés pour garantir la mise en œuvre, il n'y aura pas d'issues, économiques, environnementale et sociales à la gestion intégrée de la zone côtière et du littoral ni au renforcement de la maîtrise publique nécessaire pour imposer une responsabilisation environnementale et sociale des entreprises, des donneurs d'ordres et de la puissance publique.

Monsieur le Ministre, les services, les agents et les organisations syndicales, attendent des réponses claires et précises par rapport aux revendications que nous portons depuis plusieurs mois.

Veillez agréer, monsieur le Ministre d'Etat, l'expression de notre considération distinguée.

Pour la FNEE-CGT,



**Nicolas BAILLE**  
Secrétaire général adjoint



## FEDERATION NATIONALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT

---

263 rue de Paris – case 543 – 93515 Montreuil Cedex  
Tél : 01 48 18 82 81 – Fax : 01 48 51 62 50 –  
E mail : [fd.equipement@cgt.fr](mailto:fd.equipement@cgt.fr) -Site web: [www.equipement.cgt.fr](http://www.equipement.cgt.fr)

### **Grenelle de la mer : Changer de cap**

**La CGT a joué un rôle important dans le processus du Grenelle de la mer, afin que le social ne passe pas à la trappe. Les critères écologiques et sociaux doivent fonder, ensemble les bases d'une nouvelle logique avec de nouveaux modes de production et d'exploitation des ressources.**

La CGT a participé activement depuis le lancement du processus du Grenelle de la mer, aux groupes de travail et aux réunions décentralisées en régions à travers plusieurs initiatives confédéralisées auxquelles les syndicats des Fédérations professionnelles concernées et particulièrement ceux de la Fédération de l'Équipement-Environnement ont apporté avec les UD et UL du littoral, les propositions d'une conception de la politique maritime et fait notamment valoir l'enjeu industriel à partir des atouts de la mer et des océans ainsi que les intérêts des salariés de la mer et du littoral, de l'industrie du tourisme et du transport, tout comme la reconquête du service public, des métiers maritimes, portuaires et du littoral.

Ces propositions constituent une véritable alternative à la politique publique maritime conduite jusque là, qui articule protection écologique de la mer et des océans, enjeux sociaux et industriels. Elles sont en cohérence avec les exigences exprimées par les mobilisations sociales qui se structurent depuis janvier. Elles participent d'une réponse efficace à la crise et à l'émergence d'un nouveau modèle de développement économique prenant en compte les questions environnementales et sociales.

La CGT s'est employée depuis le début à faire valoir les besoins sociaux et les impératifs écologiques qui ne sauraient être opposés dans une perspective de développement durable et à rechercher toutes les convergences possibles avec les autres syndicats et avec les associations environnementales. De nombreuses positions unitaires ont pu se dégager et influencer les décisions. L'articulation «écologie et social» a enregistré un réel progrès de la part des deux collègues concernés (OS et ONG) dans la recherche des solutions et des choix économiques à faire. Les rapports de forces dans la négociation de la table ronde finale, à cinq collègues<sup>1</sup> en ont été imprégnés tout au long du processus.

**Un cap intéressant ressort de la négociation finale qui conforte ce que la CGT a défendu avec d'autres**, portant sur une profonde réorientation de la politique maritime de la France et de l'Europe avec la nécessité d'actions dans le monde : d'importantes aspirations et revendications s'expriment sur les conditions d'usage de la mer, sur les potentiels industriels, sur le service public maritime.

***Grenelle de la mer : une série de dispositions intéressantes mais suspendues aux moyens financiers.***

- *Réorientation de la pêche vers un concept d'exploitation durable, protégeant des espèces et des zones, avec valorisation et accompagnement social de la profession dans ses transitions par la puissance publique ;*

---

<sup>1</sup> 5 collègues : Etat, Collectivités, Employeurs, Organisations syndicales et Associations environnementales (ONG).  
Dossier complet « Grenelle de la mer » sur le site de la Fédération : <http://www.equipement.cgt.fr/spip.php?rubrique432>



- **Développement d'un volet industriel important et sur lequel la CGT a fortement pesé.** Il ouvre la perspective d'emplois qualifiés nouveaux et pérennes, utiles à la préservation de l'environnement et à la lutte contre le réchauffement climatique : filière énergies renouvelables, gestion nouvelle des écosystèmes, filière de démantèlement des navires en fin de vie et de dépollution avec nomination immédiate d'un pilote... ;
- **Articulation des volets sociaux et environnementaux**, cette articulation enregistre un réel progrès tant de la part du collège des associations que de celui des syndicats. C'est ainsi qu'il faut saluer : des dispositions fortes pour lutter contre les pavillons de complaisance en associant les syndicalistes nationaux et internationaux ; la ratification enfin par la France des conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) des gens de mer ; l'engagement d'une renégociation du volet social du pavillon français (Registre International Français) créée en 2005 et qui nourrit le dumping social ; l'équipement des ports en dispositifs de collecte et de traitement des rejets des navires ; le renforcement de la recherche ; l'élaboration de critères sociaux et écologiques de conditions d'exploitation des ressources et d'usage de la mer ; la généralisation d'études d'impact des projets... ;
- **Renforcement de la démocratie** par la pérennisation et la décentralisation de la gouvernance à cinq collèges dans la construction des décisions ;
- **Responsabilisation du gouvernement** sur les outils et moyens publics pour la mise en œuvre et les contrôles, une expertise devra impliquer les salariés. Cela percute l'approche RGPP qui fait fi des besoins à prendre en compte, mais aussi à coup sûr la récente réforme portuaire dont l'audit est sollicité à l'aulne de cette nouvelle politique maritime.

**Et maintenant ! tout reste à faire : c'est sur les financements et la mise en œuvre que se situent les enjeux ! Le Gouvernement est devant ses responsabilités et contradictions.**

- **Se saisir des leviers retenus pour créer des milliers d'emplois immédiats et des activités nouvelles.**

Des propositions sont attendues pour mettre en perspective la création possible de milliers d'emplois nouveaux en réponse à la situation actuelle de crise économique et aux besoins de relance des activités et singulièrement des services publics.

Il s'agit d'emplois nouveaux, plus écologiques, plus respectueux des salariés, capables d'engager concrètement les filières de dépollution et de déconstruction des navires en fin de vie, de recyclage des déchets, de développement des énergies renouvelables et de gestion des écosystèmes ainsi que leur volet industriel, y compris les volets formation et recherche et développement.

Le gouvernement, doit prendre ses responsabilités et ainsi engager une profonde réorientation des politiques publiques maritime et du littoral y compris une politique industrielle qui marque un changement de cap radical en matière de gestion et de maîtrise des activités maritimes et de reconquête et valorisation de la pêche gestionnaire de la ressource pour répondre aux besoins alimentaires.

- **Le secteur public maritime et du littoral doit être le pivot de la mise en œuvre des orientations, l'affaiblir serait un contresens !**

Le concept d'une politique maritime intégrée, de la mer et du littoral, est celui retenu. Il vient percuter les principes de gestion et d'objectifs de rentabilité par activités. Il remet en cause l'approche sectorielle qui prévaut depuis des années et prend le contre pied des déréglementations.

***Affaiblir le secteur public maritime serait un contresens !***

La récente décision de cadrage du 1<sup>er</sup> Ministre sur la réforme de l'administration territoriale de la mer et du littoral en date du 15 juin 2009 (avant même la négociation finale du Grenelle de la mer et présentée sans aucune concertation avec les personnels) s'inscrit dans la logique de réduction des effectifs et services de la RGPP (moins 190 ETP prévus dans les services concernés en 2009 !).

**La CGT exige qu'elle soit revue en conséquence des engagements du Grenelle** !qui poussent à développer l'encadrement administratif et réglementaire des activités, et à renforcer les organisations de travail opérationnelles adossées à des moyens budgétaires nécessaires au sein des programmes budgétaires « sécurité des affaires maritimes » et spécifiques touchant à l'action des « agences de l'eau » en relation avec les Directions Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), à la surveillance des sites industriels et à la planification spatiale et économique des territoires dans le cadre de la stratégie nationale de la mer et du littoral.

**La CGT exige l'abandon des réductions d'emplois, le renforcement des missions et des effectifs sur la base d'une expertise sur l'organisation de l'Etat inversant l'approche d'une RGPP qui fait fi des besoins à prendre en compte notamment ceux liés aux besoins de coopérations avec les collectivités territoriales bien souvent en première ligne pour les investissements en faveur du développement durable notamment l'aménagement du littoral ; Sans oublier la réponse aux besoins sociaux tels que les logements sociaux, les équipements de services publics pour vivre et travailler sur le littoral.**

Pour la CGT il y a une logique implacable à retenir dans ce Grenelle de la mer : le Gouvernement ne peut s'exonérer des conclusions qui ont été négociées; il ne peut pas continuer à ignorer les difficultés actuelles des services de l'Etat d'exercer leurs missions comme les besoins et défis que les collectivités prétendent vouloir relever.

C'est bien dans la concertation que doivent être définis les outils publics dont l'Etat et les collectivités doivent se doter pour garantir la mise en œuvre de leurs actions.

**Le rôle de l'Etat en mer et d'une gestion nouvelle des écosystèmes marin et du littoral** ainsi que le besoin d'aménager le littoral dans une perspective de développement durable et en assurer une gestion intégrée, **passent par la reconquête du service public**, des métiers maritimes, portuaires et du littoral.

Il faut une politique publique, forte et cohérente, dotée de moyens pour faire face aux missions de contrôle de sécurité des navires et des activités de pêche ainsi que de la navigation. Les missions d'ingénierie et d'appui technique des services de l'Etat aux collectivités, institutions de recherche et agences opérationnelles sont à renforcer pour évaluer les impacts des activités et suivre les programmes d'actions nécessaires pour prévenir et diminuer les pollutions de la mer accidentelles et issues à 80% de la terre.

- **Le volet financier du Grenelle de la Mer reste, entièrement, à abonder tant depuis les financements publics nécessaires que depuis la contribution à imposer aux entreprises et groupes industriels.**

Une fois de plus, le gouvernement doit imposer une responsabilisation sociale des entreprises, des donneurs d'ordre et de la puissance publique ; pour cela il faut s'attaquer aux logiques libérales qui génèrent le dumping social et environnemental dans l'espace maritime, considéré par le MEDEF et les Armateurs et les multinationales comme un « business land ».

A l'évidence, les décisions retenues vont se heurter au dogme de la compétitivité et de la rentabilité à court terme. Il faut s'en libérer ! Sans quoi ce Grenelle ne sera qu'un catalogue de bonnes intentions et d'effets d'annonces visant à séduire l'aspiration écologique qui s'exprime fortement !

Le volet financier reste une nouvelle fois entièrement en suspend dans l'arsenal de la fiscalité verte destinée à lutter contre l'effet de serre et la pollution, dite « taxe carbone », celle en faveur de la protection des mers reste à définir. **La CGT n'acceptera pas que le citoyen lambda, les salariés, payent la facture par de nouvelles taxes et fiscalité individuelle ou pression sociale !**

Il s'agit bien là des actes qui sont suspendus au financement et à la volonté de mise en œuvre des engagements du Grenelle de la mer ; la CGT s'emploiera à poursuivre les mobilisations à partir de ces points d'appui nouveaux en vue des textes de Loi et des engagements d'actions du Gouvernement à court et long terme.



## FEDERATION NATIONALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT

---

263 rue de Paris – case 543 – 93515 Montreuil Cedex  
tél. : 01 48 18 82 81 – Fax : 01 48 51 62 50 –  
E mail : [fd.equipement@cgt.fr](mailto:fd.equipement@cgt.fr) - Site : [www.equipement.cgt.fr](http://www.equipement.cgt.fr)

Montreuil, le 12 août 2009

**Monsieur le Secrétaire Général du MEEDDM**  
Tour Pascal A  
92055 La défense cedex

*A l'attention de l'Inspecteur Général du CGEDD*

Monsieur l'Inspecteur Général,

La Fédération CGT de l'Équipement et de l'Environnement sollicite une audience rapide. Il nous paraît indispensable de pouvoir vous rencontrer sans attendre, du fait des orientations confuses concernant les Capitaineries des ports décentralisés annoncées lors de la réunion du 30 juillet relative au projet de mise en place des délégations à la mer et au littoral au sein des DDTM.

En effet, à l'annonce d'un audit par vos services pour faire le bilan sur la gestion des Capitaineries par les services de l'État suite à la décentralisation des ports, les Officiers de port et les Officiers de port adjoints ont exprimé leurs profondes inquiétudes au regard d'une nième réforme qui va toucher les Capitaineries dans les prochains mois.

Le facteur humain et les orientations annoncées clairement dans le livre bleu des engagements du Grenelle de la mer et notamment les points 90 « surveillance et contrôle en mer » et 91 « surveillance et contrôle sur le littoral et dans les ports » devront être pris en compte pour mener l'audit des Capitaineries des ports décentralisés dans de bonnes conditions.

Le cahier des charges élaboré pour la réalisation de l'audit devra impérativement prendre en compte la nécessaire concertation avec les personnels en application de l'engagement N°88 du livre bleu des engagements du Grenelle de la mer qui dispose qu'il faut « *engager une expertise sans préalable, impliquant les salariés des services maritimes, afin d'évaluer l'organisation des services maritimes et leur capacité en effectifs et moyens matériels pour garantir la mise en oeuvre des prérogatives, orientations et missions découlant du Grenelle de la mer.* »

Nous demandons que les Officiers de port et Officiers de port adjoints concernés par cet audit soient entendus par les consultants dans le cadre d'une enquête qui devra être intégrée au cahier des charges.

Un avis des organisations syndicales sur le cahier des charges est indispensable.

**Nous demandons la participation d'un Officier de port et d'un Officier de port adjoint mandaté par la CGT au groupe d'audition, d'analyse et d'expertise.**

Nous demandons que les pré-rapports intermédiaires fournis aux grandes étapes de l'étude soient communiqués aux organisations syndicales.

Les scénarios d'organisation, de missions et de moyens devront faire l'objet d'une étude d'impact systématique sur les activités et les personnels (organisation et conditions de travail..) qui devront être au centre des évolutions et de la réorganisation.

Le CTPM devra être consulté sur les conclusions et propositions de l'audit

Les Officiers de port et les Officiers de port adjoints exercent des attributions définies par le Code des ports maritimes (Livre III) et veillent à l'application de textes locaux et nationaux relatifs au transport et à la manutention des marchandises dangereuses dans l'exercice de leurs fonctions. Ils ont pour mission de garantir le fonctionnement normal du service public.

Les Officiers de port et les Officiers de port adjoints sont à la fois acteurs de l'exploitation portuaire et responsables de la sécurité en général et assurent le rôle public de l'État par l'application des nouvelles mesures de sûreté. Ces fonctionnaires civils de l'État ont également un rôle de catalyseur, d'arbitres et de coordonnateurs du trafic maritime.

A l'interface de la terre et de la mer, de l'économie et de la protection de l'environnement, émanation de l'autorité portuaire et de l'autorité investie des pouvoirs de police, les Officiers de port et les Officiers de port adjoints ont une position stratégique à la charnière des nombreux usagers du port.

Au service de l'État, ils ont la mission délicate d'assurer l'autorité de ce dernier dans le port auprès d'usagers multiples dont les intérêts diffèrent, quelquefois dans un climat de concurrence et de conflits économiques aigus.

Il est essentiel que La CGT puisse faire valoir une vision de l'intérêt général en matière d'organisation portuaire et plus particulièrement sur le service public des capitaineries.

Face à la gravité des incidences d'une telle communication de la part du Ministère, mais aussi des équipes RGPP en toile de fond, nous vous demandons de nous recevoir très rapidement pour échanger sur l'avenir des Capitaineries.

Dans l'attente,

Veuillez croire, Monsieur l'Inspecteur Général, à l'assurance de notre haute considération.

Le Secrétaire Général

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'J. Rech', is written over a horizontal line. Below the signature, the name 'Jean Marie RECH' is printed in a standard black font.

Copie : M. Claude Martinand, Vice-président du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD).



FEDERATION NATIONALE DE L'EQUIPEMENT  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

---

263 rue de Paris – case 543 – 93515 Montreuil Cedex  
Tél : 01 48 18 82 81 – Fax : 01 48 51 62 50 –  
E mail : [fd.equipement@cgt.fr](mailto:fd.equipement@cgt.fr) - Site web: [www.equipement.cgt.fr](http://www.equipement.cgt.fr)

Montreuil, le 04 août 2009

à

Monsieur le Premier Ministre

Hôtel MATIGNON  
57 rue de Varenne  
75007 -- PARIS

OBJET : Demande de recours gracieux.

Monsieur le Premier Ministre,

Après plusieurs actions revendicatives notamment sous notre impulsion, le ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer a créé en 2008 des groupes de travail sur le thème de l'attribution d'une bonification des années passées dans le service actif pour les personnels d'exploitation qui subissent une pénibilité au travail.

Suite à ces travaux, le constat de cette pénibilité a été reconnu et partagé par le ministre d'Etat Jean-Louis BORLOO qui a adressé le 15 octobre 2008 une lettre au ministre du budget afin de solliciter son avis sur le sujet. Celle-ci est restée sans réponse.

Sous notre impulsion et suite à différentes rencontres avec le cabinet du ministre, le 20 mai 2009, une lettre du cabinet du ministre vous sollicitant pour l'organisation d'une réunion interministérielle pour arbitrage vous a été adressée avec un dossier complet. Celle-ci est aussi, semble-t-il, restée sans réponse à ce jour.

La revendication de l'attribution d'une bonification des années passées dans le service actif pour les personnels d'exploitation, les Ouvriers des Parcs et Ateliers (OPA) exposés aux mêmes risques ainsi que tous les agents bénéficiant du service actif est plus que justifiée au regard des missions pénibles qu'ils doivent accomplir. Celles-ci sont dangereuses et portent atteinte à la santé et à la vie privée sous de multiples aspects :

.../...

- contact avec des matières nocives,
- exposition très élevée aux accidents,
- astreintes,
- horaires atypiques,
- travail de nuit,
- espérance de vie réduite.

De plus, ces personnels sont régulièrement sollicités en dehors des astreintes et effectuent des heures supplémentaires pour intervenir au service de la population notamment lors d'intempéries ( chutes de neige, inondations, tempêtes, etc.).

Il est inéquitable que ces personnels ne bénéficient pas des mêmes dispositions que d'autres catégories de salariés (service des douanes, police) ayant des missions aussi difficiles, pour compenser la pénibilité de leur travail, notamment une réduction du nombre d'années à travailler pour espérer arriver à l'âge de la retraite dans de bonnes conditions ce qui est rarement le cas aujourd'hui (maladies professionnelles, accidents de travail avec séquelles, maladies musculo-squelettiques, etc.) et ce qui sera bientôt impossible eu égard aux différentes réformes touchant notamment à l'âge de départ en retraite.

C'est pourquoi nous sollicitons auprès de vous un recours gracieux afin que notre demande soit prise en compte et satisfaite dans les meilleurs délais.

Il va sans dire que les personnels concernés sont très mobilisés sur ce dossier et c'est bien compréhensible alors qu'ils risquent leur vie tous les jours et que même s'ils arrivent jusqu'à l'âge de la retraite ils en bénéficieront en moyenne 5 années de moins que le reste de leurs collègues. Ne pas répondre à leur légitime revendication serait ressentie comme une véritable injustice.

Dans l'attente d'une réponse favorable à notre requête, veuillez croire, Monsieur le Premier ministre, à l'assurance de notre considération distinguée.

Le Secrétaire Général



Jean Marie RECH

CABINET

Références à rappeler :  
CAB IV/2 - PV  
R081521.01.1

Monsieur le Secrétaire Général,

Votre lettre du 4 août 2009 est bien parvenue au Cabinet du Premier Ministre.

Après avoir pris connaissance de votre démarche, Monsieur François FILLON m'a chargé de transmettre votre correspondance à Monsieur Jean-Louis BORLOO, Ministre d'Etat, Ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, afin qu'il en prescrive un examen approprié.

Vous serez tenu directement informé de la suite qui lui sera réservée.

Je vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire Général, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Premier Ministre



Romain ROYET  
Conseiller Technique

Monsieur Jean-Marie RECH  
Secrétaire Général de la Fédération Nationale  
CGT de l'Équipement et de l'Environnement  
263, rue de Paris - Case 543  
93515 MONTREUIL Cedex



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER  
en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat

Secrétariat général

Paris, le

**06 AOUT 2009**

Direction des ressources humaines  
Département des relations sociales

Monsieur le Secrétaire général,

Je vous informe que le projet de loi relatif au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers, a été inscrit à l'ordre du jour de la session extraordinaire du Parlement convoquée à partir du 14 septembre 2009 ; ce qui permet d'envisager un vote rapide de la loi dès le début de l'automne 2009. L'objectif de transférer les premiers parcs au 1er janvier 2010 est donc maintenu.

Dans cette perspective, je vous communique pour information une copie de la circulaire du 30 juillet 2009 que j'ai adressée aux Préfets. Celle-ci doit permettre, dans les départements où la collectivité souhaite un transfert au 1er janvier 2010, d'en poursuivre la préparation et d'anticiper, sur la base de fiches techniques actualisées, la rédaction des documents qui formaliseront ce transfert.

Concernant les agents, les modalités d'organisation du processus de prépositionnement seront précisées dans une circulaire spécifique.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de ma considération distinguée.

La directrice des ressources humaines

Hélène EYSSARTIER

Monsieur Jean-Marie RECH  
Secrétaire général de la FNEE-CGT  
263, rue de Paris  
Case 543  
93515 MONTREUIL CEDEX

Présent  
pour  
l'avenir



# La loi et la circulaire Parc

Le décret de la Présidence de la République programmant la loi de transfert des Parcs en session extraordinaire de l'Assemblée Nationale a été publié le 29 juillet, le 30 juillet le Secrétaire Général du MEEDDM, Monsieur LALLEMENT envoyait une circulaire aux préfets et aux DDE et DDEA de tous les départements.

Cette circulaire était dans les tiroirs et cela confirme bien les objectifs du Ministère affichés clairement lors du CTPM du 15 juillet : il faut aller vite, il faut faire passer la loi coûte que coûte, on discutera après des décrets d'application et des conditions d'intégration dans la fonction publique.

A la lecture de la circulaire, on peut remarquer que le Secrétaire Général prend toutes les précautions en notant à plusieurs reprises que la loi n'est pas votée et que des instructions officielles seront diffusées par la suite.

Cependant dans ses instructions, le ministère pense à tout et fait surtout comme si la loi est adoptée ou tout du moins pas fondamentalement modifiée par l'Assemblée Nationale.

Dans son introduction, il est rappelé que la loi « PARC » est issue de la loi LRL du 13 août 2004, elle a été votée au Sénat le 2 avril 2009 et celui-ci a décidé de modifier la loi en ce qui concerne l'évolution des OPA en leur proposant une mise à disposition avec une possibilité d'intégration dans la Fonction Publique Territoriale.

La circulaire comporte 4 grands points :

## **1. L'ouverture des discussions avec les conseils généraux et le dimensionnement de la partie du Parc transféré.**

Rappel des principes :

- Transfert dans tous les départements sauf la Guyane,
- Cadre défini par la loi mais discussion au niveau local avec une convention de transfert,
- Seuil minimum de reprise des parcs au prorata de l'activité

La loi n'est pas votée mais rien ne s'oppose à aller discuter avec les conseils généraux qui le souhaitent afin d'envisager les premiers transferts au 1<sup>er</sup> janvier 2010. Il faut préparer les conventions de transferts même si le décret qui est prévu dans la loi n'est pas encore rédigé !

Ces conventions sont prévues avant le 1<sup>er</sup> décembre 2009 pour un transfert au 1<sup>er</sup> janvier 2010 et au 1<sup>er</sup> juillet 2010 pour un transfert au 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Pour rédiger ces conventions : les services doivent s'appuyer sur les DOS et associer les représentants du personnel (comme pour les DOS ?).

Le premier objectif est de déterminer la consistance du transfert et le nombre d'emplois à transférer, et en cas de transfert partiel, il faut définir le seuil minimal.

Les emplois radios en principe ne sont pas transférés à l'exception de ceux affectés au fonctionnement des installations équipant les immeubles et véhicules de la collectivité bénéficiaire du transfert du parc.

En cas de transfert partiel, les DIR ont vocation à reprendre les OPA mais il n'est pas exclu que d'autres services du MEEDDM soient concernés.

## **2. Formalisation du transfert et réorganisation concomitante des DDE et des DIR**

Un projet de convention type sera envoyé ultérieurement. En attendant, des fiches de transferts des biens meubles, immeubles et radios sont transmises afin de préparer le transfert.

Il est à noter que le transfert des parcs doit être validé par un CTP local.

Cependant les délais risquent d'être courts : en cas de vote de la loi au mois d'octobre, il faudra attendre la sortie du décret définissant la « convention type », écrire la convention et la signer avant le 1<sup>er</sup> décembre 2009 et la faire valider par le CTPM pour un transfert au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Pour le partage de la trésorerie, il ne doit pas être contenu dans la convention de transfert car ces règles seront arrêtées dans le projet de loi de finances. Cependant comme les collectivités voudront connaître inévitablement le montant, il convient d'en informer les règles et de faire une estimation. On en parle sans en parler !!!

### 3. Premiers éléments sur le processus de pré positionnement des agents

Il est prévu des instructions sur le prépositionnement des agents mais d'ores et déjà la circulaire fixe les grandes lignes.

Transfert global : les OPA hormis ceux en dispo, en détachement, hors cadre et en C3A (décret amiante) sont prépositionnés dans le service transféré. Pour ceux qui ne veulent pas y aller, il reste la possibilité de postuler sur des postes vacants dans les services de l'Etat (s'il y en a !).

Transfert partiel : prépositionnement en fonction de leur affectation d'origine, pour les autres : information sur les postes en DIR, processus d'accompagnement en cas de mobilité et de reconversion professionnelle.

#### • Point d'étape

Les services doivent faire remonter une note de service **avant le 30 septembre 2009** avec :

- L'orientation de la collectivité : transfert global ou partiel
- Date du transfert
- Choix par rapport au service radio
- L'acceptation ou non de maintenir des prestations pour les services de l'Etat (en cas de refus certaines DIR pourront connaître des difficultés).

La réactivité du Ministère par rapport à la future loi va nous amener à être réactifs nous aussi. Beaucoup de départements ont enclenché des démarches de concertations avec le Conseil Général, certaines de nos sections font parties intégrantes de ces négociations. Pour les sections et notamment celles où le transfert est envisagé en 2010, il est urgent de s'investir dès maintenant et s'impliquer dans le processus de transfert. Il y a certes tout ce qui est dicté par la loi mais il y a aussi tout ce qui concerne notre quotidien : notre organisation de travail, nos droits sociaux (congés, RTT, ...), nos droits syndicaux ... tout cela, il faudra le discuter et le négocier en amont si nous ne voulons pas connaître des déboires.

Le SNOPA a obtenu un accord de principe avec le Président de l'ADF, Claudy LEBRETON pour qu'il donne des directives sur l'élaboration de chartes de transferts dans chaque département. Nous allons relancer à nouveau l'ADF pour concrétiser ces initiatives rapidement. D'ores et déjà, des départements, à l'exemple de celui de la Côte d'Or qui a interpellé le PCG seront présents aux négociations.

Au niveau national, le Bureau National et la Commission Exécutive début septembre seront déterminants pour préparer les prochaines échéances à savoir le vote de la loi et les négociations sur les futurs décrets d'intégration.

Ce sera l'occasion aussi de valider « une charte de transfert type » que nous transmettrons dans les plus brefs délais.

Ce qu'il y a de sûr, c'est que pour obtenir nos revendications, il nous faudra un rapport de force et pour cela il faudra être solidaires !



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER  
en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat

Secrétariat général

Paris, le 05 AOÛT 2009

Direction des ressources humaines  
Département des relations sociales

Monsieur le Secrétaire général,

Le Premier ministre a signé, le 27 juillet 2009, une circulaire définissant l'organisation départementale de l'État en Île-de-France, que je vous adresse ci-joint.

En raison de son statut particulier de région capitale, et dans le contexte de la réflexion sur le Grand Paris, la région Île-de-France se voit dotée d'une organisation dérogatoire aux principes généraux de la nouvelle organisation de l'État. Cette organisation renforce la capacité opérationnelle et la cohérence d'action des services, en leur donnant un périmètre d'analyse et d'action plus adapté aux enjeux très spécifiques du territoire francilien.

En particulier dans le champ des politiques de l'habitat / logement, elle se caractérise par la mise en place d'une « direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement » d'Île de France (DRIHL-IF), qui dépendra du ministère chargé du logement, et qui sera compétente pour l'ensemble des sujets relatifs à l'hébergement et au logement.

Au niveau régional, le ministère disposera désormais de trois directions à la fois régionales et interdépartementales en Île-de-France. Ces trois directions exerceront à la fois des missions régionales sous l'autorité du préfet de région et des missions départementales pour Paris et les 3 départements de la « petite couronne », sous l'autorité fonctionnelle du préfet de département concerné :

- la direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement (DRIEA-IF) ;
- la direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement (DRIHL-IF) ;
- la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie (DRIEE-IF).

Monsieur Jean-Marie RECH  
Secrétaire général de la FNEE-CGT  
263, rue de Paris  
Case 543  
93515 MONTREUIL CEDEX

Présent  
pour  
l'avenir

Ressources, territoires, habitats et logement  
Énergie et climat. Développement durable  
Prévention des risques. Infrastructures, transports et mer

Au niveau départemental, l'organisation sera la suivante :

- pour Paris et les départements de la «petite couronne» (92, 94 et 93) : les missions et les personnels des trois directions départementales de l'Équipement (DDE) de la «petite couronne» et de la direction de l'urbanisme, du logement et de l'équipement de Paris (DULE) seront intégrés dans les nouvelles directions régionales et interdépartementales, dont elles constitueront des unités territoriales ;

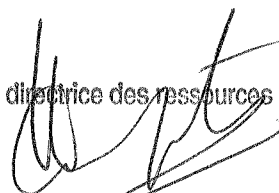
- dans les départements de la « grande couronne » (Yvelines, Essonne, Val-d'Oise, Seine-et-Marne), l'organisation départementale normale, prévue par l'instruction du 31 décembre 2008, sera mise en place selon le schéma à trois directions interministérielles. Elle se traduira donc notamment par la mise en place d'une direction départementale des territoires (DDT) dans chacun de ces départements.

C'est dans ce cadre général qu'une démarche de préfiguration pour définir les contours précis des nouvelles structures va prochainement être lancée, associant les représentants du personnel. La nouvelle organisation sera en place :

- mi-2010 au niveau départemental ;
- au plus tard fin 2010 au niveau régional.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de ma considération distinguée.

La directrice des ressources humaines



Hélène EYSSARTIER



## **Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires**

263, rue de Paris – case 542 – 93515 Montreuil Cédex

Téléphone : 01.48.18.82.31 – Télécopie : 01.48.18.82.11

Courrier électronique : [ugff@cgt.fr](mailto:ugff@cgt.fr) Site internet : [www.ugff.cgt.fr](http://www.ugff.cgt.fr)

### **REFORME DE LA CATEGORIE B RECLASSEMENT DANS LE NOUVEL ESPACE STATUTAIRE**

La Fonction Publique a présenté à la commission des statuts du CSFPE (conseil supérieur de la fonction publique d'état) du 9 juillet 2009 un décret de réforme de la catégorie B. Le dossier présenté dans ce document expose les reclassements dans le "nouvel espace statutaire" mis en place.

Les conditions de reclassement ne sont pas incluses dans ce décret. Elles ont été présentées par la Fonction Publique aux organisations syndicales en avril 2009. Elles couvrent le B-type (secrétaires administratifs, ...) et le CII (classement indiciaire intermédiaire dont le corps de référence est celui des techniciens supérieurs de l'équipement).

Les conditions de reclassement des B-techniques alignés sur les techniciens de laboratoire (contrôleurs des travaux publics de l'état,...) n'ont à notre connaissance pas été présentées par la DGAFP.

En fin de document sont rappelées les grilles de carrières nouvelle (nouvel espace statutaire) et anciennes (B-type, CII, techniciens de laboratoire).

| Echelons d'origine dans le B type hors CII                                      |   |               |                 | Reclassement                      |   | Nouvelle grille du B<br>(NES: nouvel espace statutaire) |   |                    |                    |
|---|---|---------------|-----------------|-----------------------------------|---|---|---|--------------------|--------------------|
| échelon   | durée à accomplir pour passer à l'échelon supérieur | Indices bruts | indices majorés | différence B type/nouvelle grille | Reprise d'ancienneté                                  | échelon   | durée à accomplir pour passer à l'échelon supérieur | Indices bruts      | indices majorés    |
| <b>B-type 3ème grade:<br/>secrétaire administratif de classe exceptionnelle</b> |   |               |                 |                                   |   | <b>Fusion B-type et CII: 3ème grade</b>                 |   |                    |                    |
|   |   |               |                 |                                   |   | 11ème   |   | 660<br>(2011:675)  | 551 (2011:<br>562) |
| 7ème  |   | 612           | 514             | + 21                              | (reclassement au-delà de 3 ans d'ancienneté)          | 10ème   | 3 ans   | 640 (2011:<br>646) | 535 (2011:<br>540) |
| 7ème  |   | 612           | 514             | + 5                               | ancienneté acquise dans la limite de l'échelon        | 9ème  | 3 ans   | 619                | 519                |
| 6ème  | 4 ans   | 580           | 490             | + 4                               | 1/4 de l'ancienneté acquise plus 2 ans                | 8ème  | 3 ans   | 585                | 494                |
| 5ème plus d'1 an d'ancienneté   | 3 ans   | 549           | 467             | + 27                              | ancienneté acquise au-delà de 1 an                    | 8ème  | 3 ans   | 585                | 494                |
| 5ème moins d'1 an d'ancienneté  | 3 ans   | 549           | 467             | + 4                               | ancienneté acquise + 2 ans                            | 7ème  | 3 ans   | 555                | 471                |
| 4ème plus d'1 an d'ancienneté   | 3 ans   | 518           | 445             | + 26                              | ancienneté acquise au-delà de 1 an                    | 7ème  | 3 ans   | 555                | 471                |
| 4ème moins d'1 an d'ancienneté  | 3 ans   | 518           | 445             | + 4                               | ancienneté acquise + 1 an                             | 6ème  | 2 ans   | 524                | 449                |
| 3ème  | 2 ans 6 mois  | 487           | 421             | + 28                              | 2/5 de l'ancienneté acquise                           | 6ème  | 2 ans   | 524                | 449                |
| 2ème plus d'1 an d'ancienneté   | 2 ans 6 mois  | 453           | 397             | + 31                              | 4/3 de l'ancienneté acquise au-delà de 1 an           | 5ème  | 2 ans   | 497                | 428                |
| 2ème moins d'1 an d'ancienneté  | 2 ans 6 mois  | 453           | 397             | + 13                              | 2 fois l'ancienneté acquise                           | 4ème  | 2 ans   | 469                | 410                |
| 1er   | 2 ans   | 425           | 377             | + 18                              | ancienneté acquise                                    | 3ème  | 2 ans   | 450                | 395                |
|   |   |               |                 |                                   |   | 2ème  | 2 ans   | 430                | 380                |
|   |   |               |                 |                                   |   | 1er   | 1 an  | 404                | 365                |
| <b>B-type 2ème grade:<br/>secrétaire administratif de classe supérieure</b>     |   |               |                 |                                   |   | <b>Fusion B-type et CII: 2ème grade</b>                 |   |                    |                    |
| 8ème  |   | 579           | 489             | + 26                              | (reclassement au-delà de 2 ans d'ancienneté)          | 13ème   |   | 614                | 515                |
| 8ème  |   | 579           | 489             | + 2                               | ancienneté acquise + 2 ans                            | 12ème   | 4 ans   | 581                | 491                |
| 7ème plus de 2 ans d'ancienneté   | 4 ans   | 547           | 465             | + 26                              | ancienneté acquise au-delà de 2 ans                   | 12ème   | 4 ans   | 581                | 491                |
| 7ème moins de 2 ans d'ancienneté  | 4 ans   | 547           | 465             | + 3                               | ancienneté acquise + 2 ans                            | 11ème   | 4 ans   | 551                | 468                |
| 6ème plus de 1 an et 6 mois d'ancienneté  | 3 ans   | 516           | 443             | + 25                              | 4/3 de l'ancienneté acquise au-delà de 1 an et 6 mois | 11ème   | 4 ans   | 551                | 468                |
| 6ème moins de 1 an et 6 mois d'ancienneté                                       | 3 ans   | 516           | 443             | + 2                               | 4/3 de l'ancienneté acquise + 1 an                    | 10ème   | 3 ans   | 518                | 445                |
| 5ème plus de 2 ans d'ancienneté   | 3 ans   | 485           | 420             | + 25                              | ancienneté acquise au-delà de 2 ans                   | 10ème   | 3 ans   | 518                | 445                |
| 5ème moins de 2 ans d'ancienneté  | 3 ans   | 485           | 420             | + 5                               | ancienneté acquise + 1 an                             | 9ème  | 3 ans   | 493                | 425                |
| 4ème plus d'1 an et 6 mois d'ancienneté   | 2 ans 6 mois  | 463           | 405             | + 20                              | ancienneté acquise au-delà de 1 an et 6 mois          | 9ème  | 3 ans   | 493                | 425                |
| 4ème moins d'1 an et 6 mois d'ancienneté  | 2 ans 6 mois  | 463           | 405             | 0                                 | 4/3 de l'ancienneté acquise + 1 an                    | 8ème  | 3 ans   | 463                | 405                |
| 3ème plus d'1 an d'ancienneté   | 2 ans   | 436           | 384             | + 21                              | ancienneté acquise au-delà de 1 an                    | 8ème  | 3 ans   | 463                | 405                |
| 3ème moins d'1 an d'ancienneté  | 2 ans   | 436           | 384             | + 6                               | 2 fois l'ancienneté acquise + 1 an                    | 7ème  | 3 ans   | 444                | 390                |
| 2ème plus d'1 an d'ancienneté   | 2 ans   | 416           | 370             | + 20                              | ancienneté acquise au-delà de 1 an                    | 7ème  | 3 ans   | 444                | 390                |
| 2ème moins d'1 an d'ancienneté  | 2 ans   | 416           | 370             | + 5                               | 3/2 de l'ancienneté + 1 an et 6 mois                  | 6ème  | 3 ans   | 422                | 375                |
| 1er   | 1 an 6 mois   | 399           | 362             | + 13                              | ancienneté acquise                                    | 6ème  | 3 ans   | 422                | 375                |
|   |   |               |                 |                                   |   | 5ème  | 3 ans   | 397                | 361                |
|   |   |               |                 |                                   |   | 4ème  | 2 ans   | 378                | 348                |
|   |   |               |                 |                                   |   | 3ème  | 2 ans   | 367                | 340                |
|   |   |               |                 |                                   |   | 2ème  | 2 ans   | 357                | 332                |
|   |   |               |                 |                                   |   | 1er   | 1 an  | 350                | 327                |
| <b>B-type 1er grade:<br/>secrétaire administratif de classe normale</b>         |   |               |                 |                                   |   | <b>Fusion B-type et CII: 1er grade</b>                  |   |                    |                    |
| 13ème   |   | 544           | 463             | + 23                              | (reclassement au-delà de 4 ans d'ancienneté)          | 13ème   |   | 576                | 486                |
| 13ème   |   | 544           | 463             | + 3                               | ancienneté acquise dans la limite de l'échelon        | 12ème   | 4 ans   | 548                | 466                |
| 12ème   | 4 ans   | 510           | 439             | + 4                               | ancienneté acquise                                    | 11ème   | 4 ans   | 516                | 443                |
| 11ème   | 3 ans   | 483           | 418             | + 2                               | ancienneté acquise                                    | 10ème   | 3 ans   | 486                | 420                |
| 10ème   | 3 ans   | 450           | 395             | + 5                               | ancienneté acquise                                    | 9ème  | 3 ans   | 457                | 400                |
| 9ème  | 3 ans   | 436           | 384             | 0                                 | ancienneté acquise                                    | 8ème  | 3 ans   | 436                | 384                |
| 8ème  | 3 ans   | 416           | 370             | + 1                               | ancienneté acquise                                    | 7ème  | 3 ans   | 418                | 371                |
| 7ème  | 3 ans   | 398           | 362             | + 9                               | sans ancienneté                                       | 7ème  | 3 ans   | 418                | 371                |
| 6ème plus de 6 mois d'ancienneté  | 2 ans   | 382           | 352             | + 6                               | 4/3 de l'ancienneté acquise au-delà de 6 mois + 1 an  | 6ème  | 3 ans   | 393                | 358                |
| 6ème moins de 6 mois d'ancienneté   | 2 ans   | 382           | 352             | + 6                               | 2 fois l'ancienneté acquise                           | 6ème  | 3 ans   | 393                | 358                |
| 5ème  | 1 an 6 mois   | 366           | 339             | + 6                               | 4/3 de l'ancienneté acquise + 1 an                    | 5ème  | 3 ans   | 374                | 345                |
| 4ème plus d'1 an d'ancienneté   | 1 an 6 mois   | 347           | 325             | + 20                              | 2 fois l'ancienneté acquise au-delà de 1 an           | 5ème  | 3 ans   | 374                | 345                |
| 4ème moins d'1 an d'ancienneté  | 1 an 6 mois   | 347           | 325             | + 9                               | 3/2 de l'ancienneté acquise + 6 mois                  | 4ème  | 2 ans   | 359                | 334                |
| 3ème plus d'1 an d'ancienneté   | 1 an 6 mois   | 337           | 319             | + 15                              | ancienneté acquise au-delà de 1 an                    | 4ème  | 2 ans   | 359                | 334                |
| 3ème moins d'1 an d'ancienneté  | 1 an 6 mois   | 337           | 319             | + 6                               | 2 fois l'ancienneté acquise                           | 3ème  | 2 ans   | 347                | 325                |
| 2ème  | 1 an 6 mois   | 315           | 303             | + 13                              | 4/3 de l'ancienneté acquise                           | 2ème  | 2 ans   | 333                | 316                |
| 1er   | 1 an  | 306           | 297             | + 13                              | ancienneté acquise                                    | 1er   | 1 an  | 325                | 310                |

| Echelons d'origine dans le B CII<br>(classement indiciaire intermédiaire) |   |               |                 | Reclassement                      |   | Nouvelle grille du B<br>(NES: nouvel espace statutaire) |   |                    |                    |
|---|---|---------------|-----------------|-----------------------------------|---|---|---|--------------------|--------------------|
| échelon   | durée à accomplir pour passer à l'échelon supérieur | Indices bruts | indices majorés | différence B type/nouvelle grille | Reprise d'ancienneté                                  | échelon   | durée à accomplir pour passer à l'échelon supérieur | Indices bruts      | indices majorés    |
| <b>CII 3ème grade:<br/>technicien supérieur en chef de l'Équipement</b>   |   |               |                 |                                   |   | <b>Fusion B-type et CII: 3ème grade</b>                 |   |                    |                    |
| 8ème  | -   | 638           | 534             | + 17                              | (reclassement au-delà de 3 ans d'ancienneté)          | 11ème   |   | 660<br>(2011:675)  | 551 (2011:<br>562) |
| 8ème  | -   | 638           | 534             | + 1                               | ancienneté acquise dans la limite de l'échelon        | 10ème   | 3 ans   | 640 (2011:<br>646) | 535 (2011:<br>540) |
| 7ème  | 4 ans   | 597           | 503             | + 16                              | 3/4 de l'ancienneté acquise                           | 9ème  | 3 ans   | 619                | 519                |
| 6ème  | 3 ans   | 566           | 479             | + 15                              | ancienneté acquise                                    | 8ème  | 3 ans   | 585                | 494                |
| 5ème  | 3 ans   | 535           | 456             | + 15                              | ancienneté acquise                                    | 7ème  | 3 ans   | 555                | 471                |
| 4ème  | 3 ans   | 505           | 435             | + 14                              | 2/3 de l'ancienneté acquise                           | 6ème  | 2 ans   | 524                | 449                |
| 3ème  | 2 ans   | 477           | 415             | + 13                              | ancienneté acquise                                    | 5ème  | 2 ans   | 497                | 428                |
| 2ème  | 2 ans   | 451           | 396             | + 14                              | ancienneté acquise                                    | 4ème  | 2 ans   | 469                | 410                |
| 1er   | 1 an  | 422           | 375             | + 20                              | 2 fois l'ancienneté acquise                           | 3ème  | 2 ans   | 450                | 395                |
|   |   |               |                 |                                   |   | 2ème  | 2 ans   | 430                | 380                |
|   |   |               |                 |                                   |   | 1er   | 1 an  | 404                | 365                |
| <b>CII 2ème grade:<br/>technicien supérieur principal de l'Équipement</b> |   |               |                 |                                   |   | <b>Fusion B-type et CII: 3ème grade</b>                 |   |                    |                    |
|   |   |               |                 |                                   |   | 11ème   |   | 660<br>(2011:675)  | 551 (2011:<br>562) |
| 8ème  | -   | 593           | 500             | + 35                              | (reclassement au-delà de 3 ans d'ancienneté)          | 10ème   | 3 ans   | 640 (2011:<br>646) | 535 (2011:<br>540) |
| 8ème  | -   | 593           | 500             | + 19                              | ancienneté acquise dans la limite de l'échelon        | 9ème  | 3 ans   | 619                | 519                |
| 7ème  | 4 ans   | 561           | 475             | + 19                              | 3/4 de l'ancienneté acquise                           | 8ème  | 3 ans   | 585                | 494                |
| 6ème  | 4 ans   | 530           | 454             | + 17                              | 3/4 de l'ancienneté acquise                           | 7ème  | 3 ans   | 555                | 471                |
| 5ème  | 3 ans   | 499           | 430             | + 19                              | 2/3 de l'ancienneté acquise                           | 6ème  | 2 ans   | 524                | 449                |
| 4ème  | 3 ans   | 470           | 411             | + 17                              | 2/3 de l'ancienneté acquise                           | 5ème  | 2 ans   | 497                | 428                |
| 3ème plus de 1 an et 6 mois d'ancienneté                                  | 2 ans 6 mois  | 441           | 388             | + 22                              | 2 fois l'ancienneté acquise au-delà de 1 an et 6 mois | 4ème  | 2 ans   | 469                | 410                |
| 3ème moins de 1 an et 6 mois d'ancienneté                                 | 2 ans 6 mois  | 441           | 388             | + 7                               | 4/3 de l'ancienneté acquise                           | 3ème  | 2 ans   | 450                | 395                |
| 2ème  | 2 ans 6 mois  | 418           | 371             | + 9                               | 4/5 de l'ancienneté acquise                           | 2ème  | 2 ans   | 430                | 380                |
| 1er   | 2 ans   | 391           | 357             | + 8                               | ancienneté acquise au-delà de 1 an                    | 1er   | 1 an  | 404                | 365                |
| <b>CII 1er grad:</b>  |   |               |                 |                                   |   | <b>Fusion B-type et CII: 2ème grade</b>                 |   |                    |                    |
| 13ème   | -   | 558           | 473             | + 42                              | (reclassement au-delà de 4 ans d'ancienneté)          | 13ème   |   | 614                | 515                |
| 13ème   | -   | 558           | 473             | + 18                              | ancienneté acquise dans la limite de l'échelon        | 12ème   | 4 ans   | 581                | 491                |
| 12ème   | 4 ans   | 524           | 449             | + 19                              | ancienneté acquise                                    | 11ème   | 4 ans   | 551                | 468                |
| 11ème   | 3 ans   | 497           | 428             | + 17                              | ancienneté acquise                                    | 10ème   | 3 ans   | 518                | 445                |
| 10ème   | 3 ans   | 472           | 412             | + 13                              | ancienneté acquise                                    | 9ème  | 3 ans   | 493                | 425                |
| 9ème  | 3 ans   | 450           | 395             | + 10                              | ancienneté acquise                                    | 8ème  | 3 ans   | 463                | 405                |
| 8ème  | 3 ans   | 431           | 381             | + 9                               | ancienneté acquise                                    | 7ème  | 3 ans   | 444                | 390                |
| 7ème  | 3 ans   | 413           | 369             | + 6                               | ancienneté acquise                                    | 6ème  | 3 ans   | 422                | 375                |
| 6ème  | 2 ans   | 396           | 360             | + 1                               | ancienneté acquise + 1 an                             | 5ème  | 3 ans   | 397                | 361                |
| 5ème plus d'1 an d'ancienneté   | 1 an 6 mois   | 380           | 350             | + 11                              | ancienneté acquise au-delà de 1 an                    | 5ème  | 3 ans   | 397                | 361                |
| 5ème moins d'1 an d'ancienneté  | 1 an 6 mois   | 380           | 350             | + 11                              | 1/2 de l'ancienneté acquise                           | 5ème  | 3 ans   | 397                | 361                |
| 4ème  | 1 an 6 mois   | 362           | 336             | + 12                              | 4/3 de l'ancienneté acquise                           | 4ème  | 2 ans   | 378                | 348                |
| 3ème  | 1 an 6 mois   | 347           | 325             | + 15                              | 4/3 de l'ancienneté acquise                           | 3ème  | 2 ans   | 367                | 340                |
| 2ème plus d'1 an d'ancienneté   | 1 an 6 mois   | 336           | 318             | + 14                              | 4 fois l'ancienneté acquise au-delà de 1 an           | 2ème  | 2 ans   | 357                | 332                |
| 2ème moins d'1 an d'ancienneté  | 1 an 6 mois   | 336           | 318             | + 9                               | ancienneté acquise                                    | 1er   | 1 an  | 350                | 327                |
| 1er   | 1 an  | 322           | 308             | + 19                              | sans ancienneté                                       | 1er   | 1 an  | 350                | 327                |

| <b>Nouvelle grille du B<br/>(NES: nouvel espace statutaire)</b> |   |                   |                 |
|---|---|-------------------|-----------------|
| échelon   | durée à accomplir pour passer à l'échelon supérieur | Indices bruts     | indices majorés |
| <b>Fusion B-type et CII: 3ème grade</b>                         |   |                   |                 |
| 11ème   |   | 660<br>(2011:675) | 551 (2011:562)  |
| 10ème   | 3 ans   | 640 (2011:646)    | 535 (2011:540)  |
| 9ème  | 3 ans   | 619               | 519             |
| 8ème  | 3 ans   | 585               | 494             |
| 7ème  | 3 ans   | 555               | 471             |
| 6ème  | 2 ans   | 524               | 449             |
| 5ème  | 2 ans   | 497               | 428             |
| 4ème  | 2 ans   | 469               | 410             |
| 3ème  | 2 ans   | 450               | 395             |
| 2ème  | 2 ans   | 430               | 380             |
| 1er   | 1 an  | 404               | 365             |
| <b>Fusion B-type et CII: 2ème grade</b>                         |   |                   |                 |
| 13ème   |   | 614               | 515             |
| 12ème   | 4 ans   | 581               | 491             |
| 11ème   | 4 ans   | 551               | 468             |
| 10ème   | 3 ans   | 518               | 445             |
| 9ème  | 3 ans   | 493               | 425             |
| 8ème  | 3 ans   | 463               | 405             |
| 7ème  | 3 ans   | 444               | 390             |
| 6ème  | 3 ans   | 422               | 375             |
| 5ème  | 3 ans   | 397               | 361             |
| 4ème  | 2 ans   | 378               | 348             |
| 3ème  | 2 ans   | 367               | 340             |
| 2ème  | 2 ans   | 357               | 332             |
| 1er   | 1 an  | 350               | 327             |
| <b>Fusion B-type et CII: 1er grade</b>                          |   |                   |                 |
| 13ème   |   | 576               | 486             |
| 12ème   | 4 ans   | 548               | 466             |
| 11ème   | 4 ans   | 516               | 443             |
| 10ème   | 3 ans   | 486               | 420             |
| 9ème  | 3 ans   | 457               | 400             |
| 8ème  | 3 ans   | 436               | 384             |
| 7ème  | 3 ans   | 418               | 371             |
| 6ème  | 3 ans   | 393               | 358             |
| 5ème  | 3 ans   | 374               | 345             |
| 4ème  | 2 ans   | 359               | 334             |
| 3ème  | 2 ans   | 347               | 325             |
| 2ème  | 2 ans   | 333               | 316             |
| 1er   | 1 an  | 325               | 310             |



| <b>Secrétaires administratifs</b>                 |                |  |                      |                        |
|---|----------------|--|----------------------|------------------------|
| <b>B-type</b>                                     |                |  |                      |                        |
| <b>grade</b>                                      | <b>échelon</b> | <b>durée à accomplir pour passer à l'échelon supérieur</b> | <b>Indices bruts</b> | <b>indices majorés</b> |
| secrétaire administratif de classe exceptionnelle | 7ème           |  | 612                  | 514                    |
|   | 6ème           | 4 ans  | 580                  | 490                    |
|   | 5ème           | 3 ans  | 549                  | 467                    |
|   | 4ème           | 3 ans  | 518                  | 445                    |
|   | 3ème           | 2 ans 6 mois   | 487                  | 421                    |
|   | 2ème           | 2 ans 6 mois   | 453                  | 397                    |
|   | 1er            | 2 ans  | 425                  | 377                    |
|   |                |  |                      |                        |
| secrétaire administratif de classe supérieure     | 8ème           |  | 579                  | 489                    |
|   | 7ème           | 4 ans  | 547                  | 465                    |
|   | 6ème           | 3 ans  | 516                  | 443                    |
|   | 5ème           | 3 ans  | 485                  | 420                    |
|   | 4ème           | 2 ans 6 mois   | 463                  | 405                    |
|   | 3ème           | 2 ans  | 436                  | 384                    |
|   | 2ème           | 2 ans  | 416                  | 370                    |
|   | 1er            | 1 an 6 mois  | 399                  | 362                    |
| secrétaire administratif de classe normale        | 13ème          | -  | 544                  | 463                    |
|   | 12ème          | 4 ans  | 510                  | 439                    |
|   | 11ème          | 3 ans  | 483                  | 418                    |
|   | 10ème          | 3 ans  | 450                  | 395                    |
|   | 9ème           | 3 ans  | 436                  | 384                    |
|   | 8ème           | 3 ans  | 416                  | 370                    |
|   | 7ème           | 3 ans  | 398                  | 362                    |
|   | 6ème           | 2 ans  | 382                  | 352                    |
|   | 5ème           | 1 an 6 mois  | 366                  | 339                    |
|   | 4ème           | 1 an 6 mois  | 347                  | 325                    |
|   | 3ème           | 1 an 6 mois  | 337                  | 319                    |
|   | 2ème           | 1 an 6 mois  | 315                  | 303                    |
|   | 1er            | 1 an   | 306                  | 297                    |

| <b>Techniciens supérieurs de l'équipement<br/>CII</b> |                |  |                      |                        |
|---|----------------|--|----------------------|------------------------|
| <b>grade</b>  | <b>échelon</b> | <b>durée à accomplir pour passer à l'échelon supérieur</b> | <b>Indices bruts</b> | <b>indices majorés</b> |
| technicien supérieur en chef de l'Équipement          |                |  |                      |                        |
|   | 8ème           | -  | 638                  | 534                    |
|   | 7ème           | 4 ans  | 597                  | 503                    |
|   | 6ème           | 3 ans  | 566                  | 479                    |
|   | 5ème           | 3 ans  | 535                  | 456                    |
|   | 4ème           | 3 ans  | 505                  | 435                    |
|   | 3ème           | 2 ans  | 477                  | 415                    |
|   | 2ème           | 2 ans  | 451                  | 396                    |
|   | 1er            | 1 an   | 422                  | 375                    |
| technicien supérieur principal de l'Équipement        |                |  |                      |                        |
|   | 8ème           | -  | 593                  | 500                    |
|   | 7ème           | 4 ans  | 561                  | 475                    |
|   | 6ème           | 4 ans  | 530                  | 454                    |
|   | 5ème           | 3 ans  | 499                  | 430                    |
|   | 4ème           | 3 ans  | 470                  | 411                    |
|   | 3ème           | 2 ans 6 mois   | 441                  | 388                    |
|   | 2ème           | 2 ans 6 mois   | 418                  | 371                    |
|   | 1er            | 2 ans  | 391                  | 357                    |
| technicien supérieur de l'Équipement                  |                |  |                      |                        |
|   | 13ème          | -  | 558                  | 473                    |
|   | 12ème          | 4 ans  | 524                  | 449                    |
|   | 11ème          | 3 ans  | 497                  | 428                    |
|   | 10ème          | 3 ans  | 472                  | 412                    |
|   | 9ème           | 3 ans  | 450                  | 395                    |
|   | 8ème           | 3 ans  | 431                  | 381                    |
|   | 7ème           | 3 ans  | 413                  | 369                    |
|   | 6ème           | 2 ans  | 396                  | 360                    |
|   | 5ème           | 1 an 6 mois  | 380                  | 350                    |
|   | 4ème           | 1 an 6 mois  | 362                  | 336                    |
|   | 3ème           | 1 an 6 mois  | 347                  | 325                    |
|   | 2ème           | 1 an 6 mois  | 336                  | 318                    |
|   | 1er            | 1 an   | 322                  | 308                    |

| <b>Techniciens de laboratoire - contrôleur des travaux publics de l'Etat</b> |                |  |                      |                        |
|--|----------------|--|----------------------|------------------------|
| <b>grade</b>   | <b>échelon</b> | <b>durée à accomplir pour passer à l'échelon supérieur</b> | <b>Indices bruts</b> | <b>indices majorés</b> |
| technicien de laboratoire de classe exceptionnelle                           | 8ème           | -  | 612                  | 514                    |
|  | 7ème           | 4 ans  | 581                  | 491                    |
|  | 6ème           | 3 ans  | 549                  | 467                    |
|  | 5ème           | 3 ans  | 518                  | 445                    |
|  | 4ème           | 3 ans  | 487                  | 421                    |
|  | 3ème           | 2 ans  | 457                  | 400                    |
|  | 2ème           | 2 ans  | 439                  | 387                    |
|  | 1er            | 1 an   | 393                  | 358                    |
| technicien de laboratoire de classe supérieure                               | 8ème           | -  | 579                  | 489                    |
|  | 7ème           | 4 ans  | 547                  | 465                    |
|  | 6ème           | 4 ans  | 516                  | 443                    |
|  | 5ème           | 3 ans  | 485                  | 420                    |
|  | 4ème           | 3 ans  | 456                  | 399                    |
|  | 3ème           | 2 ans 6 mois   | 427                  | 379                    |
|  | 2ème           | 2 ans 6 mois   | 389                  | 356                    |
|  | 1er            | 2 ans  | 367                  | 340                    |
| technicien de laboratoire de classe normale                                  | 13ème          | -  | 544                  | 463                    |
|  | 12ème          | 4 ans  | 510                  | 439                    |
|  | 11ème          | 3 ans  | 483                  | 418                    |
|  | 10ème          | 3 ans  | 450                  | 395                    |
|  | 9ème           | 3 ans  | 436                  | 384                    |
|  | 8ème           | 3 ans  | 416                  | 370                    |
|  | 7ème           | 3 ans  | 398                  | 362                    |
|  | 6ème           | 2 ans  | 382                  | 352                    |
|  | 5ème           | 1 an 6 mois  | 366                  | 339                    |
|  | 4ème           | 1 an 6 mois  | 347                  | 325                    |
|  | 3ème           | 1 an 6 mois  | 337                  | 319                    |
|  | 2ème           | 1 an 6 mois  | 315                  | 303                    |
|  | 1er            | 1 an   | 306                  | 297                    |



## FEDERATION NATIONALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT

---

263 rue de Paris – case 543 – 93515 Montreuil Cedex  
tél. : 01 48 18 82 81 – Fax : 01 48 51 62 50 –  
E mail : [fd.equipement@cgt.fr](mailto:fd.equipement@cgt.fr) - Site : [www.equipement.cgt.fr](http://www.equipement.cgt.fr)

### Informations pratiques

#### 14<sup>ème</sup> congrès Fédéral du 5 au 9 octobre 2009

##### Lieu et situation géographique :

Le 14<sup>ème</sup> congrès se déroulera à Pleaux au cœur de l'Auvergne aux confins du pays vert.

PLEAUX est situé dans le Cantal (15) entre Aurillac et Mauriac.

Le bourg de PLEAUX est implanté à 642 m d'altitude (prévoir des pulls puisque le congrès se situe en octobre)

Adresse du centre :

**CCAS Cité d'enchanet**  
**15 700 PLEAUX**  
Tél : 04 71 40 40 16

**Important :** Pour les parcours en voiture muni d'un GPS il ne faut pas indiquer *cité d'enchanet sur le GPS* mais lui indiquer PLEAUX. Le centre CCAS se situe à la sortie de Pleaux direction Aurillac. A environ 1 km du village.

##### **Afin de pouvoir se rendre au centre dans de bonnes conditions par la route**

En venant de l'A 20 sortir à Brive la Gaillarde et prendre la direction de Mauriac. Pour ne pas se perdre en venant de l'A89 prendre la sortie n° 23 direction Ussel et suivre la direction Mauriac. A Mauriac prendre direction Pleaux, idem en venant de l'A75 sortir à Saint Flour.

Pour les arrivées par le train, une navette sera disponible entre Aurillac et Pleaux.

Il serait souhaitable de nous communiquer votre moyen de locomotion par le biais d'une fiche qui vous sera transmise prochainement (combien de personnes par section en train ou en voiture et l'heure d'arrivée à la gare d'Aurillac etc. ...). Il existe également un aéroport à Aurillac, se renseigner au préalable.

Pour ce qui est des conditions d'hébergement, il faut prévoir les affaires de toilettes (serviettes, gants etc...) le centre n'en fournit pas. Vous serez logé dans des lodges de deux ou trois personnes maximum. Les heures de repas vous seront communiquées à votre arrivée.

**14<sup>ème</sup> congrès Fédéral**  
**du 5 au 9 octobre 2009 – Pleaux (15)**

## Questionnaire d'hébergement

**A retourner le plus rapidement possible à la Fédération :**

Fédération nationale CGT de l'Équipement et de l'Environnement  
263 rue de Paris – case 543 – 93515 Montreuil Cedex  
tél. : 01 48 18 82 81 – Fax : 01 48 51 62 50 –  
E mail : [fd.equipement@cgt.fr](mailto:fd.equipement@cgt.fr)

**Réaliser une fiche par participant**

Organisation : .....

Nom du délégué : .....

**Date et heure d'arrivée :**

- Train (Gare d'Aurillac) :
- Voiture :
- Aéroport d'Aurillac :

**Date et heure départ :**

- Train (Gare d'Aurillac) :
- Voiture :
- Aéroport d'Aurillac :

| <b>Lundi 5</b> |      | <b>Mardi 6</b> |   | <b>Mercredi 7</b> |       |   | <b>Jeudi 8</b> |       | <b>Vendredi 9</b> |      |   |
|----------------|------|----------------|---|-------------------|-------|---|----------------|-------|-------------------|------|---|
| Repas          | Nuit | Repas          |   | Nuit              | Repas |   | Nuit           | Repas |                   | Nuit |   |
| S              | N    | M              | S | N                 | M     | S | N              | M     | S                 | N    | M |
|                |      |                |   |                   |       |   |                |       |                   |      |   |

S : Soir ; N : Nuit ; M : Midi

**14<sup>ème</sup> congrès Fédéral**  
**du 5 au 9 octobre 2009 – Pleaux (15)**

**Fiche de candidature**

**Présentée par :**

Le syndicat : .....

L'Union fédérale : .....

Si la candidature a été présentée par l'Union Fédérale préciser les conditions de la présentation (date de réunion de l'UF ; vote des différentes composantes).

- **Candidature à la Commission exécutive fédérale**
- **Candidature à la Commission financière et de contrôle**

Nom : .....

Prénom : .....

Age : .....

Catégorie et corps : .....

Service / lieu de travail : .....

Responsabilité syndicale : .....

**A retourner directement à la Fédération :**

Fédération nationale CGT de l'Équipement et de l'Environnement  
263 rue de Paris – case 543 – 93515 Montreuil Cedex  
tél. : 01 48 18 82 81 – Fax : 01 48 51 62 50 –  
E mail : [fd.equipement@cgt.fr](mailto:fd.equipement@cgt.fr)

**et au plus tard le lundi 5 octobre 2009 19h00 sur le site du congrès**

**14<sup>ème</sup> congrès Fédéral**  
**du 5 au 9 octobre 2009 – Pleaux (15)**

**Amendement**  
**au projet de document d'orientation**

Section : .....

Syndicat : .....

**Partie (rayer les mentions inutiles) :**

- Partie I
- Partie II
- Partie III
- Partie IV
- Partie V

**N° du paragraphe :** .....

**Texte d'amendement :**

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

**Explications :**

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

**A retourner directement à la Fédération par mail : [fd.equipement@cgt.fr](mailto:fd.equipement@cgt.fr)**  
**et au plus tard le lundi 5 octobre 2009 19h00 sur le site du congrès**



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER  
en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat

Secrétariat Général  
Direction des Ressources Humaines

Paris, le

30 JUL. 2009

Département des Relations Sociales

Note

Mesdames et Messieurs  
les chefs de services

Affaire suivie par : Christine DELTRUC/Lucinda DINIS DA SILVA  
[christine.deltruc@developpement-durable.gouv.fr](mailto:christine.deltruc@developpement-durable.gouv.fr)  
[lucinda.dinis-da-silva@developpement-durable.gouv.fr](mailto:lucinda.dinis-da-silva@developpement-durable.gouv.fr)  
Tél. 01 40 81 11 51/01 40 81 31 – Fax : 01 40 81 30 39

Objet : Congrès de la Fédération CGT de l'Équipement et de  
l'Environnement du 5 au 9 octobre 2009

Je vous informe que la Fédération nationale CGT de l'Équipement et de  
l'Environnement tiendra son congrès du 5 au 9 octobre 2009 à PLEAUX (15).

Vous voudrez bien accorder les autorisations spéciales d'absence, et, le cas  
échéant, les délais de route, aux agents dûment mandatés, conformément aux  
dispositions du décret 82-447 du 28 mai 1982.

*Avec mes remerciements*

La directrice des ressources humaines

Hélène EYSSARTIER

Copie à : FNEE-CGT

Présent  
pour  
l'avenir





# Elections CTP DREAL

Le 29 septembre 2009

# VOTEZ cgt



**Une force  
à vos côtés**

**[www.cgt.fr](http://www.cgt.fr)**